

PRÉSENTATION

L'EUROPE FACE AUX DÉFIS DU XXI^E SIÈCLE



BARBARA GOMES*

Cette année d'élections européennes se révèle sous un éclairage singulier, celui d'une année qui peut marquer un tournant dans notre destin collectif, une forme de croisée des chemins.

Les défis de l'Europe sont immenses : l'Union Européenne est le témoin embarrassé d'une guerre à ses frontières ; l'urgence environnementale n'a jamais été aussi pressante ; nous avons traversé une crise sanitaire aux enseignements encore incomplets avec le spectre persistant de nouvelles épidémies ; les tensions autour des politiques migratoires sont d'autant plus fortes que l'extrême droite gagne en influence ; et les questions sociales – qui pourraient rapprocher l'Europe de son peuple – peinent encore à trouver une réponse satisfaisante.

Déceptions et contestations : éléments d'actualités

Comment ne pas comprendre l'immense déception des travailleurs des plateformes qui réclamaient une directive pour imposer leur statut de salarié ? Sous prétexte de nouveauté technologique, et

* MAÎTRESSE DE CONFÉRENCES EN DROIT PRIVÉ À L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON.

en dépit de condamnations judiciaires dans toute l'Europe, les plateformes de travail telles que *Deliveroo* ou *Uber* s'acharnent à imposer une fausse indépendance qui prive les travailleurs de leurs droits sociaux les plus élémentaires : droit à un salaire minimum, droit aux congés payés, accès au régime général de la sécurité sociale, droit du licenciement, obligation de sécurité de l'employeur, droit au chômage... L'opposition de la France il y a quelques semaines au texte négocié qui aurait permis de simplifier la reconnaissance de leur qualité de salarié fait alors l'effet d'une terrible désillusion qui ne peut qu'affecter un sentiment européen que la lutte avait pourtant participée à forger. Elle est aussi une nouvelle déception quant à l'espoir de voir éclore enfin « l'Europe sociale », celle des peuples, celle des travailleurs.

50

Parmi ces travailleurs, il y a les agriculteurs. En ce moment même, leur colère gronde en France, comme elle gronde en Allemagne ou encore aux Pays-Bas. Venant également de Pologne, de Roumanie ou encore de Belgique, nombre d'agriculteurs se sont réunis le 1^{er} février devant le siège du Conseil européen pour se faire entendre. Crainte d'une concurrence déloyale aggravée par les accords de libres-échanges, contestation du Pacte vert européen qui prohibe le recours à divers pesticides et herbicides, dénonciation de la complexité administrative pour percevoir les aides européennes... La liste des doléances envers les réglementations de l'Union n'est pas anecdotique. Elle exprime la tension entre les impératifs écologiques et les craintes économiques et sociales du monde paysan.

Cette tension fait écho par ailleurs aux craintes et aux défis auxquels sont confrontés les peuples européens. La détresse des agriculteurs est aussi, sinon surtout, celle de travailleurs qui n'ont pas la reconnaissance qu'ils méritent, qui n'arrivent pas toujours à vivre dignement de leur travail, qui voient les profits de leur activité être accaparés. Derrière la contestation des normes, c'est donc un besoin de justice sociale, de juste rétribution du travail et de répartition des richesses qui se fait criant.

Élections européennes et exigence démocratique

Nous sommes ainsi les témoins d'une période où les enjeux se font plus vifs, plus pressants, où les décisions prises – comme

celles qui ne le seront pas – auront des répercussions profondes et durables sur l’avenir de l’Europe et de ses citoyens.

Dans ce contexte de tensions et de déceptions, l’enthousiasme des premiers jours semble bien souvent céder la place à une certaine désillusion. En la matière, l’attitude des États membres n’est pas exempte de toute responsabilité : il est parfois pratique de s’attribuer les mérites des succès européens et de rejeter sur l’Union la cause de ses propres échecs. Ce jeu dangereux n’est en effet pas sans conséquence – le Brexit en est une illustration.

Tous ces éléments ne facilitent pas l’inspiration d’un grand élan passionné pour les élections à venir. Pourtant, la mondialisation de l’économie, des enjeux environnementaux et sanitaires mérite et exige une réponse à l’échelle européenne. Les élections de juin 2024 devraient être l’occasion pour les peuples d’Europe de déterminer la nature et le sens du projet européen.

Dans cette conjoncture critique, où les attentes se multiplient, s’intensifient et se font plus exigeantes, il semble important de saisir toute la complexité des défis qui se dessinent à l’horizon.

51

Défis et avenir du projet européen

Ce dossier dédié aux défis de l’Europe vous propose une série de sujets au cœur des enjeux de ce début de siècle, quelques clés d’analyse critique et plurielle venant de chercheurs et autres experts de différents domaines déterminants pour l’avenir du projet européen.

Parmi ces défis, il y a celui de la politique migratoire européenne, particulièrement en cette période de montée de l’extrême droite. Souvent au cœur de débats tumultueux, le traitement de la question de la politique migratoire est le reflet d’enjeux plus larges de justice et de solidarité. Au-delà des discours et de l’instrumentalisation dont elle peut faire l’objet, la politique migratoire ne peut en effet se limiter à une gestion arithmétique de flux, à une froide *gouvernance par les nombres*¹. Pour fonctionner, elle doit répondre aux besoins, aux craintes et aux espoirs des peuples

¹ Alain Supiot. *La gouvernance par les nombres*. Cours au Collège de France, Fayard, 2015.

qui arrivent sur un territoire comme à ceux qui s'y trouvent déjà ; elle nécessite une action globale européenne mais aussi l'adhésion et l'accompagnement des États membres. Dès lors, la question de la politique migratoire européenne interroge la capacité de l'Europe à agir et intégrer des valeurs d'humanité dans ses actions, tout en respectant la souveraineté de ses États membres.

L'intégration européenne est donc naturellement l'autre grand défi auquel l'Europe sera confrontée. Cette intégration met nécessairement à l'épreuve la souveraineté de ses États membres. Elle pose des questions fondamentales sur l'équilibre entre les intérêts nationaux et les impératifs supranationaux. L'évolution de l'Union Européenne, la multiplication des transferts de compétences, l'extension des domaines de décision, ou encore les perspectives d'élargissements, sont autant de remises en question de l'organisation politique de pays comme la France et interrogent la conception même de l'État.

52 Pour autant, le renforcement de la coordination européenne n'est-elle pas indispensable pour répondre aux défis de notre temps, notamment en matière de santé ? Lors d'une conférence de presse de mai 2023, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, avait souligné l'importance de tirer des leçons de la pandémie de Covid-19. Or la crise sanitaire a révélé des lacunes en matière de solidarité et de coordination. La vulnérabilité de l'approvisionnement en produits de santé et la difficulté à partager des données transfrontalières soulignent la nécessité d'une réponse commune à la hauteur des exigences de santé mondiale, elle manifeste l'importance de placer la santé au centre des préoccupations stratégiques pour mieux répondre aux enjeux sanitaires auxquels nous sommes et serons confrontés à l'avenir. À bien des égards, le futur de l'Europe en dépendra.

La crise sanitaire n'est pas la seule qui met l'Union Européenne à l'épreuve. Face aux crises géopolitiques, notamment la situation en Ukraine, l'Europe est appelée à définir sa position dans un ordre mondial en évolution. On attend d'elle de réagir, de se montrer à la hauteur de la situation des tensions grandissantes dans le monde. Cela interroge alors la capacité de l'Union Européenne à agir de manière cohérente et solidaire, afin de répondre non seulement

PRÉSENTATION

aux exigences de sa sécurité, mais aussi de promouvoir un monde plus stable et plus juste.

Pour y parvenir, l'Union devra également se montrer à la hauteur du défi climatique. La stabilité de l'Europe en dépendra. C'est l'un des objectifs du Pacte vert. En un sens, ce *Green Deal* Européen apparaît comme un test de la volonté de l'Union à mener une transformation écologique profonde. Car ce projet ambitieux ne concerne pas seulement la réduction des émissions de carbone, mais interroge aussi la capacité de l'Union Européenne à remodeler son modèle économique vers une plus grande durabilité, tout en luttant contre les inégalités socio-économiques.

Parmi les inégalités, il y a celles que provoquent certaines formes de concurrence sociale entre travailleurs européens. En la matière, le détachement de travailleur est souvent cité. Certains se souviendront peut-être de l'image (et de la polémique) du « plombier polonais ». Plus justement, le détachement intra-européen implique le déploiement temporaire de travailleurs dans d'autres États membres de l'Union pour des missions spécifiques. Or, au-delà de sa dimension technique, le sujet met en lumière une question politique, celle de la justice sociale, à laquelle là encore l'Union Européenne doit répondre. Non sans ambiguïté, les textes européens traduisent la recherche d'un équilibre entre la libre circulation de la main-d'œuvre et la protection des droits des travailleurs. Plus encore, le sujet exacerbe tous les enjeux existants autour de la question de l'Europe sociale : sont-ce aux droits sociaux de contenir leur déploiement pour ne pas entraver les libertés économiques, ou sont-ce aux libertés économiques de conditionner leur exercice au respect des droits sociaux ?

Entre perturbations dans les rapports de forces internationaux, crises sociales, sanitaires et environnementales, l'Europe semble bien se trouver à un point de bascule. Il lui faudra trouver l'équilibre difficile et subtil entre le respect de la diversité des États membres et le besoin de répondre d'une voix unie, forte et déterminée aux crises de son temps, aux défis du XXI^e siècle.